

Le rapport des envoyés ne doit pas constituer la dernière étape de la lutte contre les pluies acides des deux côtés de la frontière; c'est la première étape.

#### LA POSITION DU CANADA

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, non seulement c'est une première étape, mais c'est insuffisant. Je veux que le ministre de l'Environnement réitère la position du Canada et ce faisant qu'il dise que le système des envoyés est un échec total. La balle a été renvoyée dans le camp du premier ministre. Que va-t-il dire à M. Reagan au prochain sommet?

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada et moi-même accordons la priorité absolue au problème des pluies acides dans le contexte environnemental. Le député prétend que le système des envoyés et leur rapport ont été un échec total. Je ne suis pas d'accord. Voici ce que dit le *Washington Post* qui est considéré partout comme un journal progressiste:

Ces dernières années, le gouvernement a refusé énergiquement de consacrer des sommes importantes à la lutte contre les pluies acides sous prétexte qu'il faut encore faire des recherches. Ce rapport des envoyés l'obligerait à aller plus loin que cela, à un moment très peu propice sur le plan budgétaire.

Le *Washington Post* a approuvé le rapport des envoyés; le député devrait avoir au moins autant confiance dans ce rapport que ce journal.

**M. Broadbent:** Pourquoi n'avez-vous pas cité le *New York Times*? Parce qu'il n'a pas dit la même chose.

\* \* \*

#### LA DÉFENSE NATIONALE

##### LE CHANTIER NAVAL DE HALIFAX

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale au sujet de la base des Forces canadiennes de Halifax. D'après les médias, le gouvernement se proposerait de privatiser le chantier naval de la BFC à Halifax. Le ministre dira-t-il à la Chambre s'il projette effectivement de privatiser le chantier naval de Halifax?

Il n'ignore sans doute pas que des milliers de Néo-Écossais dépendent du chantier naval pour leur emploi, et ils ont le droit de savoir si un tel projet existe ou non.

**L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je n'ai pu arriver à trouver d'où venait cette histoire. Il n'est nullement question d'un tel projet au ministère de la Défense nationale et on me dit que le groupe d'étude chargé d'examiner les programmes du ministère n'est pas du tout au courant de cela non plus. Je ne vois donc absolument pas d'où peut venir cette histoire qui, d'ailleurs, est sans fondement.

#### Questions orales

#### LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

##### LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND—LES AUDIENCES DU COMITÉ

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Au début de la période des questions, le ministre de l'Expansion industrielle régionale s'est dit favorable à la proposition du comité tendant à soumettre de Havilland à une étude qui devait commencer aujourd'hui et qui, entre-temps, a été différée. Je voudrais demander au premier ministre suppléant de promettre que le gouvernement n'exercera pas des pressions sur les membres du comité au sujet de ces audiences afin qu'ils soient libres de décider des questions qu'ils désirent étudier au sujet de la société de Havilland, de Boeing et de leur avenir, des témoins à faire comparaître et de la façon de mener leur examen.

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** J'essaie de me montrer charitable étant donné que c'est le premier jour de notre retour en cette nouvelle année, mais je me demande combien de fois nous allons devoir répéter la même chose pour que le député finisse par comprendre.

Le président du Conseil du Trésor a dit à maintes reprises que le comité pourra se livrer à un examen approfondi de cette transaction.

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale et moi-même n'avons cessé de répéter la même chose. Le comité dispose déjà du rapport annuel de la CDIC. S'il désire l'étudier qu'il le fasse; d'ailleurs le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déjà proposé de comparaître afin que le comité puisse commencer par lui. Laissons-le fixer son emploi du temps et se mettre au travail. Notre gouvernement n'a pas les mêmes méthodes que le parti du député.

● (1150)

#### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au président du Conseil du Trésor et concerne précisément la transparence. Au cours de la dernière période des questions de l'année dernière, le ministre m'a dit qu'il me suffisait de téléphoner pour obtenir des renseignements quant aux commissions versées sur cette transaction. J'ai téléphoné, mais sans succès. J'ai posé des questions dans le cadre de la Loi sur l'accès à l'information sans obtenir de réponse. J'ai écrit au ministre de l'Expansion industrielle régionale . . .

**M. le Président:** A l'ordre! Le député a-t-il une question supplémentaire à poser?

**M. Kaplan:** Comme le comité a peu de temps à sa disposition, le gouvernement va-t-il nous donner ces renseignements maintenant, aujourd'hui même, pour que nous puissions nous préparer, de façon à ce que les audiences du comité soient les plus fructueuses possibles? Le gouvernement a déjà renié ses engagements.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je pourrais peut-être aider le député de York-Centre . . .

**M. Crosby:** Personne ne peut rien pour lui.